

Entretien avec Jacques Ardoino

Propos recueillis par Bruno Ollivier.

B.O. Comment peut-on décrire à l'heure actuelle les IUFM ? Faut-il privilégier un point de vue historique, des perspectives politiques, l'analyse des forces en présence... ? Et peut-on enfin considérer qu'après une naissance difficile, ils sont entrés dans les mœurs ?

J.A. Il me semble qu'il est impossible de regarder l'IUFM autrement que comme un dispositif prenant place dans un système. Le système, c'est évidemment le système éducatif, scolaire, traditionnel, lui-même constitué presque géologiquement, c'est-à-dire par des couches successives qui s'ajoutent au fil des temps les unes aux autres, et qui, de ce fait, se posent périodiquement des problèmes de sclérose, de gigantisme, de difficulté de fonctionnement.

Donc, nous avons à la fois un dispositif qui s'ajoute à un système, et à un système qui lui-même est en quête de réparations, de transformations, pour ne pas dire de soins.

Si on part de cette entrée, pour reprendre ton terme, c'est la conception même de l'IUFM qui est malheureusement technocratique. Elle est de l'ordre d'un engineering, d'une ingénierie pour parler français, alors qu'une bonne partie de ce que les spécialistes des sciences humaines qui se sont penchés sur les dysfonctionnements d'un tel système savent par ailleurs, c'est que le système est justement malade de son hyper-rationalité et de la déshumanisation qui en résulte.

En d'autres termes, on veut, en ajoutant une partie très importante, puisqu'elle concerne la formation des futurs enseignants, remédier aux impedimenta, aux dysfonctionnements, aux difficultés de fonctionnement d'un système existant, et le mode de fabrication du dispositif qu'on ajoute est, lui-même, pétri de ce dont souffre ce à quoi on le rapporte.

B.O. Ce serait donc un remède de type homéopathique?

J.A. S'il est question de soins, cela ne pourrait se comprendre que dans une perspective résolument homéopathique par l'homothétie que l'on constate, mais je doute fort que les concepteurs aient jamais été jusque-là.

J'aurais moi plutôt tendance, et en répondant en cela à ta question sur l'histoire de l'IUFM à parler en termes de construction (car les machines n'ont pas d'histoire, ce sont leurs concepteurs qui en ont une), en posant comme je l'ai fait dans des entretiens ou interviews, aux Cahiers *pédagogiques* entre autres, que, par construction, l'IUFM est mort-né pour deux raisons.

Premièrement toute problématique de la formation professionnelle aujourd'hui ne peut être pensée essentiellement à partir de la dissociation entre les formations dites initiales et les formations dites continuées. C'est

même la représentation de la continuité, mieux exprimée par les formations continuées, qui va devenir désormais la loi des formations dites initiales. Or il est clair, dans tous les textes, et dans les pratiques qui en découlent, que L'IUFM reste un organisme de pure formation initiale. Notamment, à l'intérieur de l'unité académique qu'est un rectorat, il y a toujours la MAFPEN d'un côté et l'IUFM de l'autre.

Deuxièmement, une formation professionnelle, aujourd'hui, doit pouvoir obéir à deux impératifs contradictoires : satisfaire aux exigences du système auquel elle se *destine et* maintenir une *distance* critique par rapport à ces exigences. Elle doit donc être tout à la fois « *du dedans* », si J'ose m'exprimer ainsi, et « *du dehors* »

Si l'on admet que l'Université peut constituer un dehors relatif par rapport aux enseignements dans les écoles, les collèges et les lycées, il faut bien constater que les universitaires devenant Directeur, Directeur-adjoint d'un IUFM, ou enseignant dans un IUFM, ne travaillent plus dans ce contexte comme ils travailleraient à l'Université. Ils ne sont plus là en tant qu'Universitaires mais en tant qu'enseignants dans un IUFM, tout au plus otages.

Si on avait réellement voulu mettre en acte cette contradiction, il fallait concevoir une double direction : celle correspondant à l'instance de certification de la formation, l'Université, celle correspondant à l'administration de l'École et à sa direction pédagogique.

Dira-t-on, comme tu le faisais tout à l'heure, que l'effervescence semble s'être calmée aujourd'hui autour des IUFM, que, ni du côté des enseignants, ni de celui des élèves, ni de celui des organisations syndicales, on ne s'agite plus beaucoup à ce propos ? Cela ne veut pas dire, pour moi, que les IUFM sont entrés dans les mœurs, ont trouvé leur vitesse de croisière mais bien plutôt que, puisqu'ils sont mort-nés, on fait désormais le deuil d'autre chose, c'est-à-dire des espoirs de transformation dont on les avait chargé, bien à tort. Cela, du reste, ne veut pas dire qu'ils ne connaîtront pas une certaine durée.

La vertu de l'institué, c'est que le dépérissement, même précoce, n'inhibe pas la capacité de se maintenir.

B.O. Que pouvait-on donc en attendre, autrement qu'en tant que machine à former, que dispositif dans le système?

J.A. Une formation professionnelles remettant en cause un certain nombre de séparations antérieures, considérées comme allant de soi.

On a déjà évoqué la séparation de l'initial et du continu. Dans l'enseignement, dans le cadre de la classe, mais aussi dans la formation qui prétend y préparer, la durée, la temporalité même de la formation prennent un rôle considérable, et permettent, seules, d'acquérir une certaine intelligence des processus de maturation et de réappropriation des connaissances qui peuvent s'effectuer. L'organisation des enseignements dans l'établissement scolaire comme dans cet autre établissement particulier

qu'est un IUFM, organisation dite en modules, sorte de mécano ou de lego, prédispose mal à cela.

De même en va-t-il pour la séparation traditionnelle entre les aspects professionnels d'une formation et d'autres plus personnels. Si l'on ne s'en tient pas, comme c'est encore malheureusement le cas dominant, à la formation dans la discipline et à sa didactique, il est clair qu'indépendamment de la spécialité de tel ou tel enseignant, une compréhension de la relation, de la communication, du fonctionnement des petits groupes, de la présence d'une vie affective, voire de processus inconscients, de phénomènes transférentiels, font partie d'un tel apprentissage et mettent en jeu aussi bien les dimensions des personnes que des transferts de savoirs, de savoir-faire...

Dans ce que je sais du fonctionnement actuel des IUFM, je ne vois pas très bien où cela peut se situer.

Pour le troisième point, un exemple peut être savoureux. Les établissements auxquels se destinent les futurs enseignants formés dans les IUFM, donnent de plus en plus, à travers des injonctions ministérielles et rectorales, dans la mode des projets d'établissement. Ce qui me frappe, toujours pour la connaissance à vrai dire assez lointaine que j'ai des IUFM, c'est que ceux-ci, probablement parce que non touchés encore par les mêmes injonctions ministérielles ou rectorales, ne se sont jamais donné la peine d'aborder le projet de leur établissement. Est-ce à dire qu'à la limite, les IUFM les plus avancés pourraient prévoir un cours de quelques heures pour apprendre à de futurs enseignants à coopérer à l'élaboration d'un projet d'établissement, auquel cas l'ouvrage de F. Cros et de l'inspecteur Général Obin, ferait leur bonheur.

Ou est-ce à dire que la seule dimension intéressante qu'a le projet, par ses vertus fédératives, par les réponses qu'il entendrait apporter à la question du sens, ses visées mêmes se trouve complètement exclue ? C'est là, peut-être, que nous rejoignons la question de départ, c'est-à-dire ce en quoi les IUFM comme pièce importante d'une réforme du système éducatif actuel n'ont pas par eux-mêmes de projet politique. L'éducation reste une fonction domestique, selon les époques au service des élites, au service d'une meilleure adaptation au marché du travail, etc.

Mais, pour nous limiter à ces seuls exemples, nulle part on ne trouvera comme finalité affirmée d'un établissement scolaire ou d'une université, d'un IUFM le développement de la fonction critique, l'éducation à la citoyenneté, la conquête par les élèves des moyens psychiques, intellectuels et sociaux de leur autorisation.

B.O. C'est ainsi qu'on va vers une simple reproduction?

J.A. Malgré le changement de nom, le rhabillage, on va effectivement vers la reproduction.

Notamment, du fait que l'essentiel de la formation des enseignants tient à leur formation disciplinaire, ce qui est d'ailleurs tout à fait naturel. C'est la

partie juste d'une position comme celle de Milner. Mais cela ne suffit pas. Par quel miracle, par quelle vertu providentielle, des gens qui n'ont qu'une seule orientation vont-ils trouver des moyens de comprendre, des réalités auxquelles ils ont quand même à faire face, qui, disciplinairement, leur échappent tout à fait. Rien, dans les programmes actuels des IUFM ne permet de trouver une réponse sauf une superposition de petites plages.

B.O. Et les réponses que propose le rapport Bancel ?

J.A. La réponse du rapport Bancel est tout à fait impropre.

La vraie question est que l'intelligence de la situation scolaire, aux différents échelons de chef d'établissement, d'adjoint, d'intendant, mais aussi d'enseignant, est forcément multi référentielle. Elle suppose des aptitudes à comprendre sociologiquement certaines choses, psychologiquement d'autres, organisationnellement d'autres encore.

Comment cette intelligence plurielle va-t-elle pouvoir s'acquérir? L'expérience certes y contribuera. Mais comment des formations initiales, et, si cela n'avait pas été omis, des formations continues, peuvent-elles y contribuer à leur tour ?

B.O. C'est ainsi que tu définirais la fameuse culture commune aux enseignants ?

J.A. Oui, et ceci à un moment où tout montre que les populations d'élèves et de parents deviennent de plus en plus difficiles. Elles n'obéissent plus à leur définition antérieure, pour les élèves tout au moins, qui était d'être une population captive. Les élèves restaient dans les rails où on les mettait, avec une certaine discipline. Nous sommes à une époque où le drop out, la fuite, la désertion deviennent la loi générale. C'est-à-dire que les enseignants sont appelés à être, de plus en plus, confrontés à des situations et à des vécus contradictoires, alors que leur formation foncière reste distribuée selon la systématique aristotélicienne, c'est-à-dire une formation de la non contradiction, et à la non contradiction.

B.O. Les IUFM veulent alors proposer des référentiels de situation...

J.A. Des référentiels de situation avec une batterie de réponses vont à peu près inmanquablement tourner au livre de Cros et Obin. Dans le même temps on va reprendre comme modernité la méthode des cas, héritée par la Business School de Harvard en 1946, mais qu'on va à nouveau exploiter en termes d'ingénierie, c'est-à-dire en donnant des réponses prototypes. On peut par là mesurer une non modernité : le livre du maître, il y a soixante-quinze ans, ne procédait pas autrement.

On adapte à des situations infiniment plus complexes, non paramétrables ce que l'on faisait pédagogiquement pour des problèmes de maths ou de physique, alors que la capacité à répondre à la surprise, à l'insu, aux effets inattendus et surtout à ce que j'appellerai la négativité naturelle des partenaires (capacité de tout partenaire de déjouer, de refuser, par ses propres contre-stratégies, les stratégies dont il se sent à tort ou à raison

devenir l'objet), c'est-à dire le fait que leur désir, leur volonté ne sont pas nécessairement préharmonisés ni préharmonisables avec ceux des formateurs, des enseignants, mais qu'il faut quand même pouvoir en faire quelque chose.

Il y a là un travail d'une nature particulière à faire, mais qui n'est pas simplement logique ni rationnel. Je ne suis pas sûr que les référentiels de situations soient adaptés à une telle problématique.

B.O. Dans ce cadre, la recherche, qu'elle soit l'œuvre des enseignants en formation ou des formateurs eux-mêmes peut-elle, selon toi, constituer une réponse ?

J.A. Il me semble qu'il y a un double écueil à éviter et qu'on se retrouve, ici encore, dans l'ordre du contradictoire.

D'une part, si on respecte la chronologie, la séparation en termes de division du travail, entre praticiens et chercheurs, aboutit aujourd'hui à un sentiment insupportable d'absurde, pas seulement pour des raisons politiques. On voit mal comment, à partir d'une telle séparation, le goût de la recherche, s'il était souhaitable qu'elle devienne accessible à des praticiens, pourrait jamais advenir.

Mais, d'un autre côté, la confusion, symétriquement inverse pour vouloir être anti-taylorienne, faisant d'une recherche-action mal comprise une sorte de partouze, où chercheurs et praticiens s'échangent, est tout aussi vaine.

Il faut donc à la fois, à la façon de la Méthode d'Edgar Morin, pouvoir distinguer, différencier d'abord des postures, sans les essentialiser pour autant, et peut-être, justement, dans la perspective de mieux pouvoir les réarticuler ensuite.

En ce sens, la recherche, et pas seulement la formation par la recherche mais la formation à la recherche, devrait bien être présente dans un IUFM, mais pas seulement à titre d'invocation ou d'évocation, pour mémoire en quelque sorte - avec des instances correspondantes, des laboratoires. Est-ce le cas?

B.O. Y compris pour les formés ?

J.A. Si, justement, la bicéphalité de direction, dont je parlais tout à l'heure, avait bien été inscrite par construction, l'Université ne serait pas seulement présente sous forme d'enseignants, qui ne sont que des otages, mais elle serait présente sous son autre forme aussi, qui est la recherche. C'est bien la preuve qu'il n'en est pas ainsi.

B.O. Dans ces conditions, quels enjeux recouvrent actuellement les IUFM ?

J.A. Et la notion d'enjeu, que recouvre-t-elle ? Si nous prenons ce terme dans son sens bureaucratique habituel, un territoire, par rapport à un autre territoire, comme localisation d'un pouvoir, l'IUFM est bien un enjeu par rapport à la MAFPEN ou à tout autre service du Rectorat, comme les Écoles Normales pouvaient l'être auparavant. De même ce peut être un enjeu pour

certaines disciplines universitaires en mal d'assise, les Sciences de l'Éducation notamment.

Si, par enjeu, on entend par contre des enjeux politiques, philosophiques, sociaux, c'est exactement en me plaçant de ce point de vue là que je disais tout à l'heure que les IUFM étaient mort-nés. Il n'y a rien dans leur conception, leur organisation ou leur gestion actuelles qui permette que de tels enjeux soient poursuivis, servis ou éventuellement atteints.

Il faut donc bien préciser de quels enjeux on parle. A se limiter à l'aspect institutionnel même, les enjeux pourraient être beaucoup plus importants. Mais on est là au niveau d'un Directeur d'hôpital, d'un chef d'établissement qui veulent avoir le plus gros établissement possible (et les crédits en conséquence). Il n'y a pas d'enjeu de visée.

On pourrait distinguer des enjeux de pouvoir, si ce n'est de pure importance, et des enjeux de visée. Ce qui définit les premiers, c'est l'importance conférée au regard d'une échelle donnée. Ce qui définit les seconds, c'est d'être au service d'un projet. Je ne vois rien dans l'état actuel qui me permette de trouver des indices du second type, qui est pour moi le plus important.

Je pense que le ministre escomptait que la seconde catégorie pourrait prévaloir alors que seule la première s'est imposée.

B.O. Et l'aspect quantitatif ? Les IUFM arrivent au moment où il faut former 300000 enseignants en dix ans...

J.A. En ce qui concerne la carte géographique des IUFM, je ne sais pas si la capacité réelle correspond à ce nombre mais je suppose que cette question sera la plus facile à résoudre.

Le problème de la capacité de contenance n'en est pas un. On fait bien tenir dans des prisons plus de prisonniers qu'il ne conviendrait. Foucault, à partir de Bentham et son panoptique (1), a bien montré la relation entre systèmes éducatif et carcéral.

Pour le recrutement, on va aussi y arriver. Pas idéalement car il n'y a plus beaucoup de visée. L'objectif de revalorisation qualitative de l'image des enseignants ne sera absolument pas atteint. Pour des raisons à la fois économiques (niveau des rémunérations) et autres, et en raison de la complexité croissante des tâches des enseignants, il y aura des difficultés de recrutement. Mais le problème du chômage reste une donnée prévisible pour les années qui viennent. On est donc sûr de pouvoir remplir.

Les recrutements d'infirmiers psychiatriques, de CRS, se sont passé ainsi, à une certaine époque : venaient ceux qui n'avaient pas trouvé autre chose...

:Mais, bien sûr, ce sera toujours à partir de compromis, voire de sacrifices plus importants, de compromissions, concernant la qualité.

Les recrutements parallèles viendront alors eux-mêmes démentir la place centrale concédée aux IUFM dans le système.

Autrement dit, L'IUFM conçu dans une optique d'ingénierie, se voudrait la mise en place d'un management dans un univers plus large, qui reste, lui, malgré tout, conforme au modèle qu'Henri Fayol donnait à son époque de l'administration française. Entre autres, l'affaire du « permis à points » aura bien montré qu'en ce genre d'aventures technocratiques, quand les investissements résolument éducatifs n'ont pas eu lieu à temps et avec tout le temps nécessaire, les palliatifs organisationnels se soldent par autant de tours d'écrou (2)

(1) Foucault; M. 1975, *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Gallimard, p. 197 sq.

(2) Roman pédagogique

Pratiques de formation (analyses). N°24 .

Université Paris VIII-Formation Permanente- Octobre 1992